

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

CCP n° :	DAF_2024_000284
Objet du contrat :	Gestion et l'exploitation d'une cafétéria-boutique- presse et de distributeurs automatiques à destination de la patientèle et du personnel de l'HNIA BEGIN (lot 1) et l'HNIA PERCY (lot 2)
Forme du contrat :	Contrat de concession
Niveau de sécurité :	sensible
Acheteur :	CR2 CHESNOT Pierre
Entité d'achats :	PFC PARIS / DAP

ABRÉVIATIONS :

- DAP : Division achats publics
- DFIN : Division finances
- CDD : Contrat à durée déterminée
- CDI : Contrat à durée indéterminée
- CCP : Cahier des clauses particulières
- GSC IdF : Groupement de soutien Commissariat Île-de-France
- PFC PARIS : Plate-forme commissariat Paris
- SCA : Service du commissariat des armées
- HNIA : Hôpital National d'Instruction des Armées
- CTSA : Centre de Transfusion Sanguine des Armées
- SPRA : Service de Protection Radiologique des Armées
- PEM : Paris Ecole Militaire
- VLY : Vélizy-Villacoublay

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES	6
1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES	7
ARTICLE 2. OBJET ET FORME DU CONTRAT	7
2.1 OBJET DU CONTRAT	7
2.2 FORME DU CONTRAT – AUTORISATION D'OCCUPATION DOMANIALE	7
ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT	8
3.1 DURÉE DU CONTRAT	8
3.2 DÉLAIS RELATIFS À L'INSTALLATION DU CONCESSIONNAIRE	8
3.3 PRÉSENTATION DES ÉTABLISSEMENTS – LIEUX D'EXÉCUTION	9
3.4 COMPOSITION DES PRESTATIONS	12
3.5 MODIFICATION DU CONTRAT DE CONCESSION	12
3.6 EXCLUSIVITÉ	13
ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DU CONTRAT	13
4.1 MESURE DE PRÉVENTION	13
4.2 SOUS-TRAITANCE, CESSION	14
4.3 OBLIGATIONS À RESPECTER – CONTRATS SENSIBLES	15
4.4 PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE	17
4.5 DÉFAILLANCE	18
4.6 ASSURANCE	18
4.7 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION	19
ARTICLE 5. DISPOSITIONS FINANCIÈRES	19
5.1 RÉMUNÉRATION DU CONCESSIONNAIRE	19
5.2 REDEVANCE	19
5.3 FOURNITURE	20
ARTICLE 6. DISPOSITIONS TARIFAIRES	21
6.1 TARIFS APPLIQUÉS AUX USAGERS	21
6.2 TARIFS APPLIQUÉS AU PERSONNEL	21
6.3 RÉVISION DE PRIX	22
6.4 TAUX DE TVA ET OBLIGATION	22
ARTICLE 7. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT	22
7.1 INTERLOCUTEUR DU CONCESSIONNAIRE	22
7.2 INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION	22
7.3 CONTRÔLE ET OPERATIONS DE VERIFICATION	23

7.4	RAPPORT ANNUEL	24
7.5	ECOUTE DES USAGERS	25
7.6	RÉUNIONS DE SUIVI ET D’OPPORTUNITÉ	25
7.7	INFORMATION, CONSEIL ET MISE EN GARDE.....	25
ARTICLE 8. GARANTIE		26
8.1	GARANTIE TECHNIQUE	26
8.2	RETENUE DE GARANTIE	26
ARTICLE 9. PÉNALITÉS		26
9.1	PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DU DÉLAI DE TRANSMISSION D’UN DOCUMENT	26
9.2	PÉNALITÉ POUR NON-RESPECT D’UNE EXIGENCE OU D’UN ENGAGEMENT CONTRACTUEL	27
ARTICLE 10. MODALITÉS DE RÉSILIATION		28
10.1	RÉSILIATION AUX TORTS DU CONCESSIONNAIRE.....	28
10.2	AUTRES RÉSILIATIONS.....	28
ARTICLE 11. FIN DE CONTRAT		28
11.1	ORGANISATION	28
11.2	VALEUR DES BIENS NON AMORTIS.....	29
11.3	APUREMENT DES COMPTES	29
ARTICLE 12. MODALITÉ D’EXPLOITATION DES ACTIVITÉS		30
12.1	MODALITÉS GÉNÉRALES	30
12.2	CAFÉTÉRIA – BOUTIQUE – PRESSE.....	31
12.3	DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES.....	33
12.4	QUALITÉ	35
ARTICLE 13. MODALITÉ D’OCCUPATION DES LOCAUX ET RÉGIME DES BIENS		36
13.1	LOCAUX MIS À DISPOSITION.....	36
13.2	AMÉNAGEMENT – DÉCORATION DES LOCAUX - TRAVAUX	37
13.3	ENTRETIEN DES LOCAUX ET MAINTENANCE	38
13.4	RÉGIME DES BIENS DE LA CONCESSION	39
13.5	ENTRÉE ET RESTITUTION DES LOCAUX.....	40

LISTE DES ANNEXES AU CCP	
Annexe n° 1	Clauses administratives générales
Annexe n° 2	Plan de l'actuelle zone Cafétéria – boutique – presse / lot 1 – HNIA BEGIN
Annexe n° 3	Plan de l'actuelle zone Cafétéria – boutique – presse / lot 2 – HNIA PERCY
Annexe n° 4	Listing des lieux d'implantation des distributeurs automatiques – Lot 1 – HNIA BEGIN
Annexe n° 5	Listing des lieux d'implantation des distributeurs automatiques – Lot 2 – HNIA PERCY
Annexe n° 6	Modèle d'inventaire des biens

PRÉAMBULE

Le présent CCP est constitué de deux volets : des clauses dites administratives particulières d'une part et des clauses dites techniques particulières d'autre part. Il organise les conditions propres à l'exécution du contrat de concession.

Les clauses administratives générales sont mentionnées à l'annexe n° 1 du présent CCP.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de l'ensemble des clauses contenues dans le présent contrat, prenant la forme d'une concession de services.

Les termes « contrat de concession », « contrat », « CCP », « concession de services » et « concession » utilisés ici ont la même la même valeur et sont considérés comme identiques pour les besoins de la rédaction.

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES

1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

La concession de service est constituée par les éléments contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissant :

- 1) l'acte d'engagement et ses annexes, l'éventuelle mise au point du contrat (formulaire OUV 11) ainsi que les éventuels avenants au contrat de concession ;
- 2) le présent cahier des clauses particulières (CCP), contenant les clauses administratives et les clauses techniques et ses annexes dans l'ordre croissant de numérotation ;
- 3) le cadre-réponses du concessionnaire ainsi que les réponses du concessionnaire aux éventuelles demandes de l'administration relatives à son offre (formulaire OUV 7) ;
- 4) les autres documents constitutifs de l'offre technique du concessionnaire ;
- 5) les actes spéciaux de sous-traitance (formulaire DC 4).

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité défini ci-dessus.

Seul l'exemplaire original de chaque document, mentionné ci-dessus et conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES

1.2.1 Désignation des parties contractuelles

Le contrat de concession est conclu entre :

- le directeur de la Plate-Forme Commissariat Paris, désigné par l'expression *l' « autorité concédante »* ;
- la société titulaire de la concession de service, désignée par l'expression « *le concessionnaire* ».

1.2.2 Désignation du bénéficiaire

Les bénéficiaires sont :

- L'Hôpital National d'Instruction des Armées (HNIA) PERCY, soutenu au GSC IdF/BRD VLY ;
- L'Hôpital National d'Instruction des Armées (HNIA) BEGIN, soutenu au GSC IdF/BRD PEM.

ARTICLE 2. OBJET ET FORME DU CONTRAT

2.1 OBJET DU CONTRAT

La présente concession a pour objet de confier au concessionnaire, dans les conditions prédéfinies au contrat, la gestion et l'exploitation d'une cafétéria-boutique-presse et de distributeurs automatiques à destination de la patientèle et du personnel de l'HNIA BEGIN (lot 1) et l'HNIA PERCY (lot 2).

LOT	OBJET DU CONTRAT DE CONCESSION
Lot n° 1	Gestion et exploitation d'une cafétéria-boutique-presse, de distributeurs automatiques au profit de l'HNIA BEGIN
Lot n° 2	Gestion et exploitation d'une cafétéria-boutique-presse, de distributeurs automatiques au profit de l'HNIA PERCY

2.2 FORME DU CONTRAT – AUTORISATION D'OCCUPATION DOMANIALE

Conformément à l'article L. 1121-3 du code de la commande publique, le présent contrat est une concession de services.

Le concessionnaire se rémunérera sur les recettes perçues auprès des usagers et assumera les risques d'exploitation.

L'exploitation comporte la mise à niveau et la modernisation des installations (hors travaux) nécessaires à l'exécution des prestations demandées.

La redevance due dans le cadre de l'occupation du domaine public tient compte des avantages, de toute nature, procurés au titulaire de l'autorisation. Elle est constituée d'une part fixe et d'une part variable basée sur le chiffre d'affaires annuel HT de l'ensemble de l'activité comme détaillé à l'article 5.2 du présent contrat. Les chiffres

d'affaires antérieurs par catégorie d'activité et par établissement sont détaillés à l'article 3.2 « présentation des lieux d'exécution ».

En application de l'article L. 3132-1 du code de la commande publique, le présent contrat de concession emporte occupation du domaine public et vaut autorisation d'occupation de ce domaine pour toute sa durée d'exécution. À ce titre, le concessionnaire est soumis à l'ensemble de la réglementation relative à la domanialité publique.

Pendant toute la durée du contrat, le concessionnaire peut occuper, pour son exploitation, les emplacements qui lui sont désignés par le présent contrat. Les locaux mis à disposition sont exclusivement destinés à l'exploitation des prestations commerciales listées au présent contrat (cf. annexe n°2 pour le lot 1 et annexe n°3 pour le lot 2).

Le présent contrat ne confère aucun droit réel au concessionnaire.

ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT

3.1 DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour une durée de sept années à compter de la date de début d'exécution des prestations. Celle-ci intervient dans un délai de 3 mois à compter de la notification et est communiquée par ordre de service au concessionnaire.

Le contrat peut être reconduit une fois tacitement pour une durée d'un an.

Reconduction(s) :

Le concessionnaire ne peut pas refuser la reconduction.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'autorité concédante notifie sa décision au concessionnaire dans un délai de deux mois avant la date de fin de validité du contrat.

La non-reconduction du contrat n'ouvre en aucun cas un droit à une quelconque compensation financière.

3.2 DELAIS RELATIFS À L'INSTALLATION DU CONCESSIONNAIRE

Avant le début d'exploitation, deux phases préalables sont requises :

- une phase préparatoire ;
- une phase de mise en place.

- **Phase préparatoire**

La notification du contrat de concession vaut démarrage de la phase préparatoire.

Cette phase préparatoire, d'environ trois (3) mois, est nécessaire à l'obtention des CPR Personnes Physiques et à la reprise de personnels.

Sur autorisation écrite du BRD PEM (lot 1) et du BRD VLY (lot 2), des agents pourront intervenir sur site accompagnés d'un personnel du site sur lequel il intervient, ou sous réserve d'une validation de l'officier de sécurité du site concerné.

- **Phase de mise en place**

À l'issue de la phase préparatoire, ou sur **autorisation du BRD**, ou sous réserve d'une validation provisoire de l'officier de sécurité du site concerné, le concessionnaire procède à la mise en place des matériels et à la réalisation des aménagements nécessaires à l'exploitation de son activité. Cette phase est dite « de mise en place » et doit être réalisée en conformité avec le délai de mise en place du projet d'agencement sur lequel s'est engagé le concessionnaire dans son offre.

Elle ne peut débuter qu'au départ du concessionnaire sortant. À titre indicatif, la phase de mise en place prévisionnelle est estimée au 2 mars 2026. Un état des lieux d'entrée, matérialisé par un PV contradictoirement signé par un représentant habilité du concessionnaire et du HNIA, est établi.

À la validation du PV d'état des lieux d'entrée, un ordre de service (OS) établit par l'autorité concédante déclenche la mise en place des distributeurs automatiques et la réalisation des aménagements de l'espace cafétéria-boutique-presse.

À la suite de cet OS, l'exploitation des distributeurs automatiques peut débuter.

Après l'achèvement des aménagements de l'espace cafétéria-boutique-presse, un état des lieux de mise en place est réalisé. Cet état des lieux est formalisé par un procès-verbal (PV) signé de manière contradictoire par un représentant autorisé du concessionnaire et du HNIA.

Ce PV signé par les deux parties, attestant de la conformité des installations, est communiqué au BRD et à l'autorité concédante. En annexe à ce PV, un inventaire des biens (annexe n°6 au CCP) actualisé est joint.

Une fois le PV validé par l'autorité concédante, un ordre de service (OS) est établi pour déclencher le début de l'exploitation par le concessionnaire de l'espace cafétéria-boutique-presse.

Les modalités d'entrée dans les locaux par le concessionnaire sont complétées à l'article 13.5 du CCP.

3.3 PRÉSENTATION DES ÉTABLISSEMENTS – LIEUX D'EXÉCUTION

3.3.1 Contexte actuel

À l'HNIA BEGIN : le contrat de concession se termine le 31 décembre 2025. Il couvre :

- l'exploitation d'une cafétéria, boutique, point presse ;
- la mise en place et la maintenance de distributeurs automatiques ;
- la commercialisation de service télé, téléphonie et internet au profit de la patientèle.

À l'HNIA PERCY : le contrat de concession se termine le 31 décembre 2025. Il couvre :

- l'exploitation d'une cafétéria, boutique, point presse ;
- la mise en place et la maintenance de distributeurs automatiques.

3.3.2 HNIA BEGIN

Situé 69 avenue de Paris à SAINT-MANDÉ dans le Val-de-Marne, l'HNIA emploie 1 130 personnels.

Chiffres clés au titre de l'année 2024, à titre indicatif :

Nombre de consultations	116 700
Nombre de journées d'hospitalisations	52 995
Nombre d'entrées (pour hospitalisation)	17 930
Durée moyenne de séjour	6

Cafétéria :

Le plan de l'actuelle zone Vente alimentaire – boutique – presse figure en annexe n°2 au présent contrat.

Le listing des lieux d'implantation des distributeurs automatiques figure en annexe n°4 au présent contrat.

En 2022, les chiffres d'affaires HT sur le précédent contrat de concession ont été les suivants :

- Alimentaire et boutique : 197 325 € HT
- Distributeurs automatiques : 12 367 € HT (pour 8 distributeurs)

En 2023, les chiffres d'affaires HT sur le précédent contrat de concession ont été les suivants :

- Alimentaire : 233 125 € HT
- Distributeurs automatiques : 24 760 € HT

3.3.3 HNIA PERCY

Situé 101 avenue Henri Barbusse à CLAMART dans les Hauts-de-Seine, l'HNIA emploie 1 390 personnels.

Chiffres clés au titre de l'année 2024, à titre indicatif :

Nombre de consultations	134 237
Nombre de journées d'hospitalisations	60 972
Nombre d'entrées (pour hospitalisation)	17 646
Durée moyenne de séjour	3,46

Cafétéria :

Le plan de l'actuelle zone Vente alimentaire – boutique – presse figure en annexe n°3 au présent contrat.

Le listing des lieux d'implantation des distributeurs automatiques figure en annexe n°5 au présent contrat.

En 2022, les chiffres d'affaires HT sur le précédent contrat de concession ont été les suivants :

- Alimentaire & Boutique : 298 255,12 € HT
- Presse : 19 394,02 € HT
- Distributeurs automatiques : 116 097,32 € HT (pour 13 distributeurs)

En 2023, les chiffres d'affaires HT sur le précédent contrat de concession ont été les suivants :

- Alimentaire & Boutique : 319 208,07 € HT
- Presse : 18 784,85 € HT
- Distributeurs automatiques : 112 755,75 € HT

3.4 COMPOSITION DES PRESTATIONS

Les prestations attendues au titre du présent contrat sont identiques pour les deux lots :

Nature des prestations	Détail
<i>Cafétéria – Presse – Boutique</i>	<ul style="list-style-type: none">- Aménagement, gestion et exploitation d'une cafétéria, d'une boutique, d'un point presse ;- Animations thématiques et événementielles ;- Mise en place d'un service à prix réduit pour le personnel de l'hôpital ;- Mise en place d'un service type offre anti-gaspillage à prix réduit.
<i>Distributeurs Automatiques</i>	<ul style="list-style-type: none">- Mise à disposition, gestion, exploitation et maintenance des distributeurs ;- Mise en place d'un service à prix réduit pour le personnel de l'hôpital.

3.5 MODIFICATION DU CONTRAT DE CONCESSION

En application des dispositions de l'article R. 3135-1 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas ci-après sont mis en œuvre soit par décision unilatérale de l'autorité concédante, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

3.5.1 Clause de réexamen

3.5.1.1 *Prestations supplémentaires et modificatives*

Pendant l'exécution du contrat de concession, l'autorité concédante peut prescrire au concessionnaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications qu'il propose par ordre de service, selon les modalités suivantes :

- modification du périmètre de soutien de la plate-forme commissariat Paris : changement de la dénomination des emprises, transfert d'activité à ou en provenance d'une autre autorité concédante ;
- modification du volume des prestations ;
- modification des lieux d'implantation des distributeurs automatiques ainsi que leur nombre ;
- ajout de nouvelles missions ou modifications de caractère technique des prestations dans le respect des normes (sociales, environnementales...) ;
- modification du contrat dans le cadre de la mise en œuvre du plan de management de la qualité (article 12.4.2 du présent contrat).

3.5.1.2 *Suspension des prestations ou prolongation des délais d'exécution liée à des événements extérieurs*

D'une part, dans les circonstances prévues à l'article R.3135-5 du code de la commande publique, la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par

l'autorité concédante si la poursuite de l'exécution du contrat est rendue temporairement impossible en raison d'évènements extérieurs, notamment des travaux d'infrastructure.

D'autre part lorsque le concessionnaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'autorité concédante ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'autorité concédante prolonge le délai d'exécution.

3.5.2 Autres cas de modification

En application des dispositions des articles R. 3135-1 à R. 3135-10 du code de la commande publique, et sans préjudice de la mise en œuvre de la clause de réexamen prévue à l'article 3.5.1 du présent CCP, le contrat de concession peut également être modifié en cours d'exécution et selon les modalités prévues, lorsque :

- des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues ;
- un nouveau concessionnaire se substitue au concessionnaire initial du présent contrat ;
- les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles ;
le montant des modifications envisagées est inférieur aux seuils européens publiés au journal officiel et à 10% du montant de la concession.

Ces évolutions sont notifiées au concessionnaire par voie électronique via la Plate-Forme des Achats de l'État (la PLACE).

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du contrat initial.

3.6 EXCLUSIVITÉ

Le contrat confère au concessionnaire l'exclusivité des prestations du lot pour lequel il a été sélectionné.

ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DU CONTRAT

4.1 MESURE DE PRÉVENTION

Le concessionnaire doit prendre contact avec le chargé de prévention du ou des sites avant tout début d'exécution.

Le concessionnaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention encadrant les prestations effectuées dans un organisme relevant du ministère des Armées par une entreprise extérieure, telles qu'elles figurent dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Il s'engage à s'y conformer.

Un protocole de chargement / déchargement d'une durée conforme à celle du contrat, doit être établi lors d'une visite préalable avant le premier chargement des articles. Ce protocole contient les renseignements généraux en vue d'une bonne application des opérations de chargement et de déchargement des articles par le titulaire. Il est renouvelable tous les ans jusqu'au terme du contrat.

4.2 SOUS-TRAITANCE, CESSION

4.2.1 Sous-traitance

En application de l'article L. 3134-1 du code de la commande publique, l'autorité concédante admet que le concessionnaire sous-traite à des tiers une partie des tâches qui lui sont confiées, à la condition expresse que celui-ci conserve, pour lui-même, l'entière responsabilité du service et que le sous-traitant soit agréé par écrit par le concédant. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'autorité concédante.

Pour chaque sous-traitant, le concessionnaire produit tout document attestant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant et le contrat de sous-traitance (qui indique la nature des prestations et leur montant).

La sous-traitance ne peut porter que sur l'exécution de prestations limitativement définies par le concessionnaire et non sur l'ensemble du service faisant l'objet du présent contrat. Tous les contrats passés par le concessionnaire avec des tiers et nécessaire à la continuité du service doivent comporter une clause réservant expressément au concédant la faculté de se substituer au concessionnaire dans le cas où il serait mis fin à la concession et, le cas échéant, de résilier le contrat passé entre le concessionnaire et un tiers.

Le sous-traitant ne peut lui-même sous-traiter sans l'accord écrit de l'autorité concédante.

En application de l'article L. 3114-9 du code de la commande publique, la part des services ou travaux que le concessionnaire doit confier à des petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 susvisée ou à des tiers ne peut être inférieure à 10 % de la valeur globale estimée du contrat de concession.

4.2.2 Cession

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 3135-6 du code de la commande publique, toute cession éventuelle du présent contrat de concession, qu'elle soit partielle ou totale, à titre gracieux ou onéreux, doit faire l'objet de l'autorisation écrite et préalable de l'autorité concédante. Une demande doit être faite à l'autorité concédante au moins six (6) mois avant la date prévue de la cession.

L'autorité concédante se réserve le droit de refuser une telle cession notamment pour des raisons d'intérêt du service ou un défaut de garanties techniques, professionnelles ou financières.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'autorité concédante sur la poursuite de l'exécution de la concession par une nouvelle personne morale.

4.3 OBLIGATIONS À RESPECTER – CONTRATS SENSIBLES

4.3.1 Protection du secret de la défense nationale pour les contrats sensibles

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le concessionnaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer, lors de l'exécution du contrat, la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le concessionnaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le concessionnaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le concessionnaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le concessionnaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le concessionnaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

4.3.2 Sous-traitance - Demande de contrôle primaire (CPR)

Les éventuels sous-traitants déclarés par le concessionnaire après la notification du contrat doivent renseigner et remettre, via le titulaire, une demande de contrôle primaire (CPR) de la personne morale de leurs sociétés. Ce document, obligatoirement en version papier signée en original, est à transmettre par courrier ou porteur à l'autorité concédante.

La demande CPR doit être mise sous double enveloppe : l'enveloppe interne contenant la demande CPR doit porter la mention « confidentiel personnel ». L'enveloppe externe doit porter la mention suivante :

Chaque sous-traitant remet également, via le titulaire, un extrait K-bis de sa société, ou équivalent, de moins de 3 mois. S'il existe une succession de dirigeants personnes morales, il doit absolument communiquer tous les KBIS y compris le KBIS de la société ayant pour dirigeant une personne physique. Cela pour permettre à l'autorité concédante de vérifier que la personne physique signataire est habilitée en tant que dirigeant ou délégataire à engager le sous-traitant.

Les documents énumérés ci-dessus doivent être transmis à l'autorité concédante au même moment que la déclaration de sous-traitance. L'absence ou l'incomplétude même partielle de ces documents constituent un motif de rejet de la déclaration de sous-traitance. L'autorité concédante accuse réception de ces documents et informe le concessionnaire des suites de la procédure de contrôle élémentaire.

Le contrôle primaire de la personne morale des éventuels sous-traitants conduit soit à un avis « sans réserve », soit à un avis « avec réserve ». Un avis « avec réserve » peut conduire l'autorité concédante à refuser le(s) sous-traitant(s) déclaré(s) par le concessionnaire sans avoir à en fournir les motifs.

Cette enquête administrative durant environ deux mois, le concessionnaire doit anticiper autant que possible les déclarations de sous-traitance.

Pour renseigner la demande CPR, les sous-traitants peuvent s'aider de la notice explicative et du modèle de demande CPR validée.

4.3.3 Conditions d'accès du personnel

Le concessionnaire fournit au bénéficiaire, avant la date de début d'exécution des prestations, les documents suivants :

- la liste nominative (nom et prénom) du personnel affecté à la réalisation des prestations. Cette liste est mise à jour à chaque modification relative au personnel et aussitôt transmise au bénéficiaire concerné ;
- une demande d'autorisation d'accès pour chaque agent, à déposer auprès du Service général du site concerné avant sa première intervention. La demande comporte les pièces suivantes :
 - une fiche indiquant le nom, le(s) prénom(s), la date et le lieu de naissance ;
 - l'adresse personnelle complète et précise avec indication du code postal et de l'arrondissement pour le personnel habitant Paris ;
 - la photocopie recto verso couleur de la carte nationale d'identité, du passeport ou de la carte de séjour ;
 - **la demande de contrôle primaire (CPR) complétée.**
- la liste des véhicules utilisés par le concessionnaire et leur numéro d'immatriculation.

¹ Le numéro de contrat de concession est le numéro à 18 chiffres figurant dans l'acte d'engagement signé.

Les agents du concessionnaire ne peuvent exercer leur activité sur les sites désignés aux contrats qu'après autorisation par le représentant habilité du ministère des Armées et des anciens combattants, lequel peut refuser l'accès aux sites d'un agent sans avoir à en fournir les motifs.

Le défaut d'autorisation n'entraîne en aucun cas la rupture du contrat concerné mais fait obligation au titulaire, dès notification de la décision par le bénéficiaire, de remplacer les agents non agréés par d'autres qui le sont.

L'accès des salariés du concessionnaire et de ses éventuels sous-traitants au(x) site(s) prévu(s) dans le contrat n'est pas de droit, celui-ci est subordonné au résultat d'une enquête administrative qui impose un délai de deux mois environ. Cette règle s'applique également pour les changements de personnels en cours d'exécution.

4.4 PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE

4.4.1 Qualification et comportement du personnel

Le concessionnaire doit veiller à employer dans le cadre de l'exploitation de son activité, un personnel compétent et de présentation conformes aux impératifs hospitaliers.

Le concessionnaire veillera à ce que ses personnels interviennent dans les conditions de sécurité exigées par la réglementation sur les conditions de travail et veillera à ce qu'ils se conforment aux normes d'hygiène, de sécurité, de protection et aux obligations de discrétion en vigueur dans l'HNIA. À cet effet, il assurera la formation du personnel qu'il emploie, pour que celui-ci assume toutes les missions et responsabilités des postes attribués.

Le concédant peut à tout moment alerter par écrit le concessionnaire sur la situation ou le comportement de tel ou tel membre de son personnel qui ne lui paraîtrait pas compatible avec le service.

4.4.2 Reprise du personnel

Il est fait application des dispositions du code du travail et de la convention collective applicable aux prestations objet du présent contrat. Les titulaires entrant et sortant s'engagent à s'y conformer.

Par ailleurs, dans le cadre du renouvellement du contrat, en cas de reprise du personnel, le concessionnaire doit communiquer à l'autorité concédante six (6) mois avant l'expiration du contrat en cours au minimum les informations suivantes :

- le nombre de salariés à reprendre ;
- la nature de leurs contrats ;
- les avantages dont ils disposent ;
- leur ancienneté ;
- leur qualification ;
- le coût de la masse salariale.

Ces informations sont transmises par l'autorité concédante aux futurs soumissionnaires au contrat, afin de respecter l'égalité de traitement entre les soumissionnaires. Le concessionnaire est responsable de l'exactitude de ces informations.

4.5 DÉFAILLANCE

En cas de défaillance dans l'exécution du contrat, l'autorité concédante met en demeure le concessionnaire d'honorer ses engagements sous quinze (15) jours (calendaires), par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai, il peut être fait application par l'autorité concédante des dispositions contenues à l'article 9 « Pénalités » du présent contrat.

En cas de défaillance réitérée, l'autorité concédante peut résilier le contrat pour faute du titulaire.

4.6 ASSURANCE

Le concessionnaire est responsable, tant envers l'administration qu'envers les tiers, des dommages de toute nature qui pourraient survenir du fait de son personnel au cours de l'exécution du présent contrat.

Le concessionnaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'administration ou à ses agents ou aux tiers à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

De même, le concessionnaire doit justifier qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard de son personnel salarié en activité de travail, des tiers de l'administration et de ses agents en cas d'accidents ou les dommages de toute nature causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie doit être suffisante eu égard à l'objet et au montant de la concession ; elle est illimitée pour les dommages corporels.

Le concessionnaire fournit chaque année une attestation d'assurance précisant les risques garantis ainsi que les montants des garanties. Et pour la première année, l'attestation est à transmettre dans les 15 jours (calendaires) suivants la notification du contrat.

L'autorité concédante peut à tout moment exiger du concessionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurance sans que cette communication ne l'engage en aucune façon dans le cas où, à l'occasion d'un sinistre de quelque nature que ce soit, l'étendue des garanties souscrites auprès des compagnies d'assurances se révélerait insuffisante.

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- Le nom de la compagnie d'assurance ;
- Les activités garanties ;
- Les risques garantis ;

- Les montants de chaque garantie ;
- Les montants des franchises et des plafonds des garanties ;
- Les principales exclusions ;
- La période de validité ;
- La date de conclusion du contrat ;
- La date de prise d'effet du contrat ;
- Les modalités de résiliation du contrat.

Le refus de produire cette pièce peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du titulaire.

4.7 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le concessionnaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les pièces prévues aux articles D8222-5 du code du travail s'il est établi en France ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail s'il est établi à l'étranger.

Ces documents peuvent être mis à disposition de l'autorité concédante via une plateforme dématérialisée ou envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception. Cependant l'autorité concédante recommande au concessionnaire d'utiliser la plateforme e-Attestations : <https://www.e-attestations.com/pour-les-declarants/>.

Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de non présentation de ces pièces un mois après le délai requis, et après mise en demeure adressée par l'autorité concédante, restée infructueuse pendant 15 jours (calendaires), l'autorité concédante se réserve le droit de résilier le contrat aux torts du titulaire.

ARTICLE 5. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

5.1 RÉMUNÉRATION DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire se rémunère sur l'exploitation des services objets de ce contrat.

5.2 REDEVANCE

5.2.1 Montant de la redevance

En contrepartie de l'occupation des locaux du concédant, le concessionnaire est tenu de régler une redevance au service des Domaines. La redevance annuelle comporte deux éléments :

- une part fixe, déterminée en fonction de la superficie occupée ;
- une part variable, proportionnelle au chiffre d'affaires réalisé.

A titre indicatif, le montant de la redevance en 2023 était de 17 415 EUR HT pour l'HNIA BEGIN et de 17 935 EUR HT pour l'HNIA PERCY.

Il est à noter que le montant réel de la redevance sera défini par les services fiscaux selon la superficie occupée au m² et le pourcentage du chiffre d'affaire avec un montant minimum la première année.

Pour l'HNIA BEGIN (lot n°1), au titre de ce contrat, la redevance est calculée de la façon suivante :

- mise en place d'une cafétéria / boutique / presse : 185€/m²/an (hors terrasse) ;
- mise en place de distributeurs automatiques :
 - ✓ 20% du C.A annuel, si celui-ci est supérieur ou égale à 4 000€ ;
 - ✓ 400€/distributeur, si celui-ci est inférieur à 4 000€.

Ces montants, durant l'exécution du contrat de concession, sont susceptibles d'être modifiés par l'administration fiscale.

Pour l'HNIA PERCY (lot n°2), au titre de ce contrat, les informations relatives à la redevance seront transmises ultérieurement par l'administration.

En cas de mise à jour des éléments composant la fixation de la redevance, l'autorité concédante informe le concessionnaire par ordre de service.

Les HNIA ne demandent aucune participation au chiffre d'affaires.

5.2.2 Paiement de la redevance

La redevance est versée annuellement à la DDFiP.

A cette fin, le concessionnaire communique au concédant un relevé mensuel du chiffre d'affaires par type d'activité. Ces informations seront regroupées dans un compte-rendu financier annuel sous forme de tableau cumulatif. Ce document est transmis au plus tard 15 jours (calendaires) avant chaque réunion annuelle d'avancement.

En cas de retard de plus de trois mois, l'autorité concédante pourra prononcer la résiliation pour faute du contrat sans préavis ni indemnité.

Le concessionnaire s'engage à justifier auprès de l'autorité concédante le montant de son chiffre d'affaires par la présentation des reçus délivrés par les services fiscaux et par communication, à toute époque, de sa comptabilité. Le concessionnaire justifie de ces informations annuellement sans qu'une demande préalable de l'autorité concédante ne soit nécessaire et à tout moment, sur demande expresse de l'autorité concédante.

Sur demande expresse de l'autorité concédante lors de la dernière année d'exécution de la concession, il pourra être demandé au concessionnaire de transmettre toutes les informations financières au calcul et paiement de la redevance.

5.3 FOURNITURE

La fourniture d'eau et d'énergie nécessaires au bon fonctionnement des distributeurs automatiques et de la cafétéria est assurée par les HNIA.

Le coût des fournitures (électricité, eau, gaz) donne lieu à une facturation annuelle par les services de l'HNIA calculée comme suit :

$$\frac{\text{Surface mise à disposition du titulaire}}{\text{Surface totale du site}} \times \text{conso annuelles facturées à l'HNIA (eau, électricité, gaz)}$$

Le concessionnaire s'engage à rembourser à l'HNIA par virement bancaire à l'ordre de la régie d'avances et de recettes les sommes dues dans un délai de trente (30) jours calendaires à dater de la réception de la facture.

Les références bancaires de la régie d'avances et de recettes de l'HIA Percy sont disponibles en annexe 2 à l'acte d'engagement du lot 1.

Les références bancaires de la régie d'avances et de recettes de l'HIA BEGIN sont disponibles en annexe 2 à l'acte d'engagement du lot 2.

Le concessionnaire ne peut invoquer la responsabilité de l'HNIA ni prétendre à indemnité en cas d'interruption dans les fournitures d'eau, d'énergie ou de communications téléphoniques, par suite de réparations, travaux, ou pour toute autre cause.

ARTICLE 6. DISPOSITIONS TARIFAIRES

6.1 TARIFS APPLIQUÉS AUX USAGERS

Les produits et les tarifs appliqués aux usagers sont communiqués en annexe 1 à l'acte d'engagement pour le lot 1 et le lot 2.

Les tarifs doivent être affichés de manière claire et visible pour les usagers, dans le respect de la réglementation en vigueur en matière d'information du consommateur et de loyauté des pratiques commerciales.

Le concessionnaire certifie que les prix appliqués n'excèdent pas ceux pratiqués à l'égard de sa clientèle hors de ce contrat. L'autorité concédante se réserve alors le droit de demander à tout moment au concessionnaire, une grille tarifaire de ses prix publics permettant de vérifier cette conformité. En cas de constatation de tarifs manifestement abusifs ou non conformes à l'usage du contrat, elle pourra engager un dialogue avec le concessionnaire afin d'y remédier sans que cela ne remette en cause la liberté tarifaire de dernier.

6.2 TARIFS APPLIQUÉS AU PERSONNEL

Le concessionnaire s'engage à appliquer, durant toute la durée de la concession, des tarifs préférentiels au bénéfice du personnel de l'hôpital.

Ces tarifs préférentiels sont accordés sous la forme d'une réduction exprimée en pourcentage par rapport aux prix publics pratiqués, selon le taux indiqué dans l'offre du titulaire. Le taux de remise défini appliqué à la cafétéria comme celui applicable aux distributeurs automatiques est ferme pour la durée du contrat de concession.

Les modalités d'identification du personnel sont communiquées par l'autorité concédante lors de la réunion de lancement.

6.3 RÉVISION DE PRIX

Les prix initiaux, annexés à l'acte d'engagement, sont valables pour la première année du contrat à compter de sa date de notification.

La révision des prix est à la charge du concessionnaire. La variation unitaire des produits mis en vente est à la diligence du concessionnaire dans la limite de 5 % d'augmentation pour chaque ligne du tableau de prix et par an.

Le concessionnaire doit adresser par courriel l'autorité concédante (pfc-paris-bae.ach.fct@intradef.gouv.fr), deux mois avant la date anniversaire de notification du contrat, ses nouveaux prix révisés. En cas de non réception des nouveaux prix révisés à cette date, l'autorité concédante ne procède pas à la révision des prix.

En cas de fluctuations fortes des cours mondiaux sur des matières premières représentant une part importante des prestations du présent contrat, l'autorité concédante peut, sur demande motivée du titulaire, consentir à réviser les tarifs au-delà de 5%.

Transmission de la révision des prix :

L'autorité concédante transmet au titulaire, via le site LA PLACE ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, les nouveaux prix révisés au titre du contrat pour la nouvelle période contractuelle.

6.4 TAUX DE TVA ET OBLIGATION

Le concessionnaire applique le taux de TVA en vigueur selon la réglementation.

Il acquittera les impôts, taxes, redevances et charges diverses afférents à l'exécution du présent contrat. De ce fait, il s'engage également à acquitter les droits SACEM concernant la diffusion de musique dans les locaux mis à disposition.

ARTICLE 7. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT

7.1 INTERLOCUTEUR DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire transmet à l'administration le nom et les coordonnées (téléphone, adresse électronique et postale) d'un interlocuteur qui assure le lien avec le bénéficiaire pour tout ce qui concerne l'exécution de la prestation.

7.2 INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION

Le suivi des prestations est réalisé par le représentant du GSC IdF/BRD PEM pour l'HNIA BEGIN, et le GSC IdF/BRD VLY pour l'HNIA PERCY, ou tout autre interlocuteur du site concerné désigné par les GSC. Leurs noms et leurs coordonnées sont fournis au concessionnaire au plus tard lors de la réunion de lancement du contrat.

Cette liste doit être mise à jour régulièrement afin de faciliter le dialogue.

7.3 CONTROLE ET OPERATIONS DE VERIFICATION

7.3.1 Désignation du représentant du concessionnaire

Le concessionnaire doit désigner par écrit un représentant unique qui s'assurera de la bonne exécution des prestations, ces dernières relevant d'une obligation de résultat. Cette personne est le correspondant privilégié du bénéficiaire des prestations pour tout problème rencontré dans l'exécution du contrat.

7.3.2 Désignation du représentant du bénéficiaire

L'autorité concédante désigne un représentant pour le bénéficiaire ou une personne habilitée par le Ministère des armées, afin de réaliser les opérations de vérifications ou différents contrôles. Celui-ci a pour mission de transmettre au concessionnaire les remarques et les éventuelles anomalies constatées.

7.3.3 Contrôle des prestations

L'autorité concédante conserve un droit de contrôle des services concédés. Ces contrôles ne dispensent en aucun cas des contrôles à effectuer par le concessionnaire pour s'assurer de la bonne exécution de ses prestations.

L'autorité concédante peut vérifier à tous moments et par tous moyens appropriés :

- l'état et la qualité des matériels et du mobilier ;
- le respect des règles sanitaires en matière d'hygiène alimentaire, des locaux et des équipements ;
- le bon fonctionnement des services concédés ;
- la satisfaction des usagers ;
- le règlement des différentes taxes et redevances liées à l'exploitation du service concédé.

Les représentants de l'autorité concédante, auront libre accès à l'ensemble des locaux mis à disposition du concessionnaire, ainsi que ses équipements. Ils pourront communiquer l'ensemble des informations obtenues en cas de nécessité.

Le concessionnaire facilite les vérifications et contrôles de l'autorité concédante. En cas de refus, l'autorité concédante prend, le cas échéant, une décision d'application de pénalités conformément à l'article 9.2 du CCP. En cas de récidive, ou en cas de mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours calendaires, l'autorité concédante peut prononcer la résiliation du contrat pour faute du titulaire.

7.3.4 Décision après vérifications

À l'issue des opérations de vérification et si les prestations réalisées sont conformes au CCP celles-ci sont réputées admises.

Lorsque les prestations effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du contrat et à l'issue du délai de 15 jours calendaires, l'autorité concédante prend, le cas échéant, une décision d'application de pénalités conformément à l'article 9 du CCP.

L'administration peut également en cas de difficultés dans l'exécution, déclencher une rencontre physique avec le concessionnaire, dont la présence est obligatoire.

7.4 RAPPORT ANNUEL

Conformément aux dispositions de l'article L. 3131-5 du code de la commande publique, le concessionnaire produit chaque année, avant le 1er juin, un rapport annuel comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du Contrat de concession et une analyse de la qualité des services.

Les parties conviennent de se réunir au moins 1 fois par an pour faire le bilan des activités concédées selon les dispositions prévues à l'article 7.7 du présent CCP.

Conformément à l'article R. 3131-3 du code de la Commande Publique, le rapport comprend :

- 1° les données comptables suivantes :
 - a. Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la Concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
 - b. Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
 - c. Un état des variations du patrimoine immobilier réalisées dans l'année, conformément aux obligations contractuelles ;
 - d. Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- 2° Une analyse de la qualité des services comportant tout élément qui permette d'apprécier la qualité des équipements et des services exploités et les mesures proposées par le Concessionnaire pour une meilleure satisfaction des Usagers (conformément à l'article 7.6 du présent CCP) ;
- 3° Une annexe comprenant un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service, notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation. Ce rapport comprend également les éventuelles réclamations des Usagers en cours ainsi que les contentieux ;

- 4° Une analyse des mesures mises en œuvre par le concessionnaire pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat ;
- 5° L'inventaire des biens mis à jour selon le modèle de l'administration.

En cas de non-production, ou de production incomplète de tout ou partie du rapport dans les délais fixés au présent article, l'autorité concédante prend, le cas échéant, une décision d'application de pénalités conformément à l'article 9.2 du présent CCP. En cas de récidive, ou en cas de mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours calendaires, l'autorité concédante peut prononcer la résiliation du contrat pour faute du titulaire.

7.5 ECOUTE DES USAGERS

Dans l'espace cafétéria, le concessionnaire met à disposition des usagers un registre de recommandations permettant de faire connaître leurs impressions et leurs propositions en terme d'amélioration continue.

De plus et à minima chaque année, le concessionnaire réalise un questionnaire de satisfaction.

Les résultats de ce questionnaire ainsi que le registre des recommandations sont transmis au concédant dans le rapport d'avancement.

7.6 REUNIONS DE SUIVI ET D'OPPORTUNITE

La première année, une réunion de suivi semestrielle est organisée entre les représentants du concessionnaire et le représentant de l'autorité concédante.

Les années suivantes, la réunion de suivi est annuelle.

Cependant, sur demande de l'autorité concédante, des réunions d'opportunité peuvent être réalisées.

Elles sont l'occasion d'un échange portant sur les éléments présentés dans le rapport annuel. Lors de la première année ou à l'occasion de réunion d'opportunité, le concessionnaire produira un rapport intermédiaire.

Le concessionnaire transmet à l'administration, 15 jours calendaires avant la tenue de la réunion, son ordre du jour, les planches de sa présentation et son rapport sous format numérique.

En cas de non transmission de ces derniers, l'autorité concédante prend, le cas échéant une décision d'application de pénalités conformément à l'article 9.2 du CCP.

7.7 INFORMATION, CONSEIL ET MISE EN GARDE

Le concessionnaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il ne peut donc pas faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour n'exécuter qu'une prestation incomplète ou non conforme.

Cependant, le concessionnaire s'engage à informer immédiatement, par écrit, le représentant de l'autorité concédante, de tout événement susceptible d'affecter l'exécution des prestations.

Dans une démarche d'amélioration continue, il suggère à l'administration toutes solutions utiles à la réduction des risques décelés.

ARTICLE 8. GARANTIE

8.1 GARANTIE TECHNIQUE

Aucune garantie technique n'est exigée pour le présent contrat de concession.

8.2 RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour le présent contrat de concession.

ARTICLE 9. PÉNALITÉS

Des pénalités peuvent être imposées au concessionnaire en cas de non-respect de ses obligations contractuelles.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une prestation de service ou la communication d'un livrable. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Les pénalités sont dues sans seuil d'exonération et sont cumulables.

Les observations éventuelles que le concessionnaire entend formuler sur les pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé ou par courriel (pfc-paris-bae.ach.fct@intradef.gouv.fr), à la PFC PARIS/DAP (Division Achats Publics).

Pour l'ensemble des paragraphes constitutifs des pénalités, la notion de jour est exprimée en jour calendaire.

Passé un délai de trente (30) jours calendaire à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le concessionnaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

9.1 PÉNALITÉS POUR DEPASSEMENT DU DELAI DE TRANSMISSION D'UN DOCUMENT

En cas de non transmission d'un document exigé au titre du présent contrat, le concessionnaire s'expose aux pénalités suivantes :

Non-production d'un document visé au contrat	50 € par jour de retard et par document après mise en demeure restée sans réponse au-delà de 7 jours
Non-production du rapport annuel (article 7.5 du présent CCP)	500 € par jour de retard à compter du 01/06 de chaque année
Non-production d'un livrable en vue d'une réunion de suivi ou d'opportunité (article 7.7 du présent CCP)	100 € par jour de retard et par document

9.2 PENALITE POUR NON-RESPECT D'UNE EXIGENCE OU D'UN ENGAGEMENT CONTRACTUEL

En cas de non-respect d'une exigence réglementaire, d'une exigence contractuelle du présent contrat ou d'un engagement contractuel du concessionnaire, ce dernier s'expose à une pénalité de 50€ par jour ouvré à partir du constat de l'administration jusqu'au respect de l'exigence ou de l'engagement contractuel. Cette pénalité ne s'applique qu'aux exigences ou engagements qui ne font pas l'objet d'une clause de pénalité spécifique.

Interruption non-autorisée du service	<ul style="list-style-type: none"> - 500 € par jour d'interruption ; - 150 € par jour en cas de non-respect des horaires
Non-respect des règles en vigueur en matière d'hygiène	1 000 € par infraction constatée
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité – sécurité incendie	500 € par infraction constatée
Non-production d'un document visé au contrat	50 € par jour de retard et par document après mise en demeure restée sans réponse 7 jours
Négligence dans le renouvellement ou l'entretien des matériels	50 € par manquement constaté
Retard injustifié dans la réalisation de l'état des lieux	500 € par jour de retard

ARTICLE 10. MODALITÉS DE RÉSILIATION

Il est fait application des dispositions des articles L.3136-1 à L.3136-6 du code de la commande publique.

10.1 RÉSILIATION AUX TORTS DU CONCESSIONNAIRE

L'autorité concédante se réserve le droit de résilier le contrat, sans indemnités, notamment en cas de :

- non-respect par le concessionnaire des obligations du contrat et des caractéristiques techniques définies dans son offre ;
- non-respect par le concessionnaire des stipulations des articles, relatifs à la confidentialité et sécurité et à la sous-traitance du présent CCP ;
- inexactitude des renseignements et non présentation des pièces demandées, 15 jours après le délai requis.

La résiliation n'est effective qu'après une mise en demeure adressée au concessionnaire par l'autorité concédante restée infructueuse. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision. Pour les besoins du présent article, la (les) faute(s) du (des) sous-traitant(s) conduise(nt) également à la résiliation dans les mêmes conditions, le concessionnaire demeurant personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat en cas de sous-traitance.

10.2 AUTRES RÉSILIATIONS

L'autorité concédante peut résilier, sans indemnités, le contrat pour motif d'intérêt général et notamment en cas de restructuration, d'aliénation, de dissolution, de refondation, de délocalisation, de fermeture, de vente ou de transfert de l'organisme bénéficiaire et/ou des organismes rattachés.

ARTICLE 11. FIN DE CONTRAT

11.1 ORGANISATION

11.1.1 Rapport de fin d'exploitation

Dans les mêmes dispositions que l'article 7.4 du présent contrat, le concessionnaire transmettra un rapport de fin de d'exploitation. Au contenu annuel devra s'ajouter un retour d'expérience et un bilan financier sur la totalité des années d'exploitation.

11.1.2 Réunion de fin de contrat

Une réunion de fin de contrat est organisée un mois avant la fin de ce dernier. Elle a pour but de dresser le bilan de l'exploitation sur le plan technique et financier, de faire un état des encours et de proposer un calendrier de sortie à l'autorité concédante.

15 jours calendaires avant cette réunion et au même titre que lors des réunions de suivi, le concessionnaire transmettra à l'administration son ordre du jour, les planches

de sa présentation et son rapport. En cas de non transmission de ces dernier, l'autorité concédante prend, le cas échéant, une décision d'application de pénalités conformément à l'article 9.2 du CCP.

11.2 VALEUR DES BIENS NON AMORTIS

En cas de résiliation avant terme, l'attention du concessionnaire est attirée sur le fait que, pour être fondé à solliciter le remboursement de la fraction non amortie de ces investissements il conviendra, le cas échéant, qu'il établisse un bilan précis des biens selon la valeur et la durée d'amortissement mentionnée en annexe 3 à l'acte d'engagement du lot 1 et 2.

Si le concessionnaire devait cesser son activité avant le terme de la concession de service, l'HNIA a la possibilité d'acheter l'ensemble des équipements sur la base du *prorata temporis* dans les conditions mentionnées ci-avant

11.3 APUREMENT DES COMPTES

À compter de la date de fin de la présente concession, les parties procèdent à l'apurement définitif des comptes dans un délai de 6 mois.

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ARTICLE 12. MODALITÉ D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS

12.1 MODALITÉS GÉNÉRALES

Conformément à l'article L. 1121-1 du code la commande publique, l'autorité concédante confie au concessionnaire la responsabilité de l'exploitation, à ses propres risques, des prestations objets de contrat.

L'activité comprend :

- la gestion et l'exploitation d'une cafétéria – boutique - presse ;
- la mise à disposition, la gestion et l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons et de confiseries.

Le concessionnaire assure également le financement, l'installation, l'entretien et la maintenance de tous les équipements et locaux nécessaires à son activité. Par ailleurs, il est impératif que le concessionnaire respecte les exigences propres à un environnement hospitalier, qui plus est, relevant du ministère des armées. Ainsi, il ne peut en aucun cas perturber le bon fonctionnement des services.

Concernant les produits :

- le concessionnaire favorise les produits issus de circuits courts ;
- pour les produits transformés par le titulaire, la composition des produits doit être mentionnée, en français et facilement lisible ;
- la composition des produits, notamment des boissons et des denrées, devra être rédigée en français et facilement lisible tant au niveau du comptoir qu'aux distributeurs ;
- les prix des produits mis à la vente doivent être clairement affichés ;
- la vente des produits mentionnés ci-après, est formellement interdite :
 - Tabac, sous toutes ces formes ;
 - Livres, revues, objets ou enregistrements à caractère pornographique ou susceptibles de porter atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ;
 - Boissons alcoolisés ;
 - Affiches publicitaires ;
 - Substances explosives ou inflammables ;
 - Jeux d'argent.

12.2 CAFÉTÉRIA – BOUTIQUE – PRESSE

12.2.1 Aménagement

Sur chaque site, l'autorité concédante met à disposition des locaux en vue d'aménager un espace de vente, de consommation / détente, ainsi qu'une zone technique dédiée aux activités de préparation / stockage / gestion de l'activité.

Les plans des locaux de chaque site sont joints à l'annexe 2 du présent contrat pour l'HNIA BEGIN et annexe 3 pour l'HNIA PERCY.

Le concessionnaire est en charge du réaménagement, de la nouvelle Cafétéria – Boutique - Presse.

12.2.2 Horaires d'ouverture

Tant pour l'HNIA BEGIN que PERCY il est demandé que la zone Cafétéria – Boutique – Presse soit ouverte tous les jours de l'année.

Le concessionnaire s'engage à assurer, au minimum, les horaires d'ouverture suivants :

- de 08h00 à 19h00 sans interruption du lundi au vendredi inclus (jours ouvrés) ;
- de 10h00 à 18h00 sans interruption les samedis, dimanches et jours fériés.

Ces horaires font l'objet d'un affichage.

En cas de non-respect des horaires d'ouverture, le concessionnaire s'expose aux pénalités mentionnées à l'article 9.2. En cas de récidive l'autorité concédante, peut procéder à la résiliation du contrat selon les dispositions prévues à l'article 10.1.

12.2.3 Alimentaire

12.2.3.1 *Offre souhaitée*

Le concessionnaire doit proposer :

- une offre complète et variée de restauration froide et chaude sur place et à emporter ;
- une offre de boissons froides et chaudes relevant de la licence de 1^{re} catégorie, sur place et à emporter.

Il est demandé de promouvoir une restauration diététique et de veiller à l'impact carbone des produits vendus. Afin de correspondre aux valeurs défendues par le ministère des armées, les produits doivent être de qualité et, autant que possible, être issus de l'agriculture biologique, labellisés et faire l'objet de circuits courts.

L'offre du concessionnaire se compose des catégories suivantes :

- 1 - Produits à la demande de l'administration :
 - 1.1 - Boissons chaudes (6 Produits listés au tableau de prix – caractère obligatoire) ;
 - 1.2 - Boissons froides (6 Produits listés au tableau de prix – caractère obligatoire) ;

- 2 - Catégories à la demande de l'administration :
 - 2.1 - Plats chauds & Salades (1 plat chaud & 1 salade minimum, total de 6 produits maximum) ;
 - 2.2 - Sandwichs (1 sandwich chaud & 3 sandwichs froids minimum, total de 6 produits maximum) ;
 - 2.3 - Desserts (2 produits minimum à 6 produits maximum) ;
 - 2.4 - Viennoiseries (2 produits minimum à 4 produits maximum) ;
- 3 - Produits libres.

NB : il est cependant recommandé de proposer des fruits frais et fruits secs, laitages et friandises dans les produits libres.

La liste détaillée des produits proposés par le concessionnaire est présente en annexe 1 à l'acte d'engagement du lot 1 et du lot 2.

Sur des courtes période (deux semaines maximum), le concessionnaire peut étoffer sa carte et proposer des produits nouveaux en fonction de différentes thématiques saisonnières (Noël, Saint Valentin, etc. ...).

12.2.3.2 Développement durable

Le concessionnaire s'engage à s'inscrire dans une démarche de développement durable. Il s'engage notamment à renforcer la qualité sanitaire, environnementale (gestion des déchets, réduction des emballages et de plastiques, tri des déchets...) et nutritionnelle des produits.

De la même manière, le concessionnaire s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 2020-105 « anti-gaspillage pour l'économie circulaire » (loi AGEC) du 10 février 2020, en particulier ses dispositions concernant la fin progressive de la vaisselle jetable.

Enfin, afin de réduire le gaspillage alimentaire le concessionnaire propose quotidiennement une offre dit « anti-gaspi », permettant de vendre à prix réduit des articles invendus. Le pourcentage de réduction à appliquer est celui proposé par le concessionnaire dans son offre, qui est reporté en annexe 2 à l'acte d'engagement du lot 1 et du lot 2.

NB : Cette réduction ne peut être cumulée à celle accordée au personnel de l'HNIA (mentionné à l'article 6.2 du présent contrat). Le personnel bénéficiera cependant du tarif préférentiel le plus avantageux.

12.2.4 Boutique - Presse

La boutique est exploitée dans les locaux affectés à la cafétéria. Les horaires d'ouverture sont identiques.

La liste détaillée des produits proposés par le concessionnaire est présente en annexe 1 à l'acte d'engagement du lot 1 et du lot 2.

L'offre du concessionnaire se compose des catégories suivantes :

- 2 - Catégories à la demande de l'administration :
 - 2.5 - Articles de presse (journaux, magazines / revues, livres, carnets de jeu) ;

- 2.6 - Produits d'hygiène (brosse à dent, dentifrice, savon, shampoing, déodorant, hygiène féminine, etc.) ;
- 2.7 - Articles de papeterie (stylos, carnets, enveloppes, carteries, etc.).
- 3 - Produits libres. Pour rappel, ces produits ne doivent pas être ceux dont la vente est formellement interdite, tels que précisés à l'article 12.1 du présent CCP (tabac, jeux d'argent, boissons alcoolisées, revues à caractère pornographique,...).

Le concessionnaire devra fournir à l'autorité concédante lors de la réunion de lancement, l'agrément des instances professionnelles de la Presse pour la diffusion au sein de l'Hôpital des journaux et publications.

Les journaux, périodiques, publications de toute nature, etc. à l'exception des livres seront vendus aux prix fixés par les éditeurs.

12.2.5 Évolution de la carte

Si le concessionnaire souhaite faire évoluer sa carte et vendre des produits non initialement prévus, il ne pourra le faire qu'après accord de l'autorité concédante et cela une fois par an. Cet acte modificatif est matérialisé par un avenant.

L'autorité concédante se réserve cependant le droit d'interdire la vente de certains produits sans justificatif.

12.3 DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

12.3.1 Offre souhaitée

Le concessionnaire assure l'exploitation et l'entretien de distributeurs automatiques de boissons chaudes, froides et denrées alimentaires diverses.

Les distributeurs doivent être en service toute l'année en continu (24 h / 24), les week-ends et jours fériés inclus.

Les distributeurs doivent accepter les paiements par carte bancaire et sans contact.

L'offre du concessionnaire se compose à minima des catégories suivantes :

- 1 - Offre « Boissons chaudes » :
 - Café (expresso et allongé) ;
 - Chocolat ;
 - Thé ;
- 2 - Offre « *boissons froides* » :
 - Bouteilles d'eau (plate et gazeuse) ;
 - Sodas (bouteille et canette) ;
 - Jus de fruits ;
- 3 - Offre « Alimentaire » :
 - Barres chocolatés ;
 - Biscuits salés ;
 - Biscuits sucrés ;
 - Confiseries ;

- Sandwichs.

La liste détaillée des produits proposés par le concessionnaire est présente en annexe 1 à l'acte d'engagement du lot 1 et du lot 2.

Le concessionnaire assure un réassortiment effectif et continu des distributeurs. L'ensemble des produits alimentaires doivent impérativement répondre à toutes les prescriptions relatives à la protection des aliments et aux règles d'hygiène alimentaire.

Si le concessionnaire souhaite faire évoluer son offre de produits, les dispositions de l'article 12.2.5 s'appliquent également aux distributeurs automatiques.

12.3.2 Évolution du nombre de distributeurs et emplacements

L'emplacement et le nombre de distributeurs automatiques peut faire l'objet d'une évolution à la demande du concessionnaire ou de l'autorité concédante.

Toute modification ne peut se faire sans l'accord de l'autorité concédante et la mise à jour de la redevance.

12.3.3 Maintenance

Les opérations d'entretien courant et de maintenance préventive des distributeurs automatiques seront assurées selon un planning communiqué par le concessionnaire à la réunion de lancement, puis à chaque réunion d'avancement.

Chaque intervention doit être mentionnée sur un document figurant à proximité de chaque distributeur automatique.

À la demande de l'autorité concédante, le concessionnaire doit être en mesure de produire la liste de l'ensemble des interventions ayant eu lieu sur chaque distributeur automatique. Cette liste doit, par ailleurs être communiqué dans le rapport annuel.

Cette liste comprend à minima :

- le numéro du distributeur automatique ;
- la nature de l'intervention ;
- le nom du technicien ;
- la date et l'heure de l'intervention.

Sur chaque distributeur doit être apposé un numéro de téléphone permettant à l'autorité concédante de signaler un dysfonctionnement. Le concessionnaire s'engage à assurer une permanence téléphonique à minima du lundi au vendredi (9h-18h) afin de répondre aux réclamations de l'administration.

En cas de panne, la restitution du service auprès des usagers doit être opérationnelle dans un délai de 2 jours ouvrés, à compter de sa notification par l'autorité concédante. Toute indisponibilité du matériel allant au-delà de ce délai donne lieu à l'application de pénalités, comme mentionné à l'article 9.2 du présent contrat.

12.4 QUALITÉ

12.4.1 Hygiène et sécurité

Les produits alimentaires proposés à la vente devront être de premier choix et répondre aux modalités de conservation, de distribution, de maintien et remise en température et à toutes les prescriptions relatives aux aliments, à l'hygiène et à la restauration collective.

Le concessionnaire est réputé connaître les textes, règlements et consignes de sécurité et d'hygiène en vigueur dans l'établissement dont il aura la gestion ainsi que pour toutes les activités dont il aura la charge. Il est tenu de les respecter et de les faire respecter par son personnel et les usagers qu'il reçoit, notamment le respect des températures de conservation pour tous les produits périssables et réfrigérés, ainsi que le nettoyage et la désinfection quotidienne des matériels et des locaux matériels de publicité.

La conservation et la vente de boissons et denrées périssables doivent se conformer strictement aux directives d'hygiène publique en vigueur, et notamment au guide de bonnes pratiques hygiéniques concernant les boissons en distribution automatique.

La préparation éventuelle (non obligatoire) de produits alimentaires destinés à la vente dans les locaux de la cafétéria doit dans tous les cas respecter strictement les règles alimentaires HACCP.

L'HNIA et le service de santé des armées (vétérinaires) se réservent le droit d'effectuer la surveillance de la salubrité et de la qualité des denrées vendues par le titulaire, dans les conditions fixées par la réglementation relative aux organismes de restauration ressortissant des armées, ainsi que de vérifier l'hygiène générale des locaux et installations, la propreté du matériel utilisé et de la tenue des agents du titulaire. Ainsi, le concessionnaire s'engage à assurer à tout moment l'accès à ses équipements aux personnes de l'HNIA chargées du contrôle de l'hygiène.

Le concessionnaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution de la prestation, à répondre à leurs questions et à mettre en œuvre les mesures correctives éventuellement nécessaires.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par les auditeurs, ainsi que les enquêtes de satisfaction, les fiche de signalement des événements indésirables (FSEI) et le registre à disposition des clients, sont opposables au titulaire. Les manquements constatés seront notifiés au titulaire. Selon les résultats, des réajustements peuvent être demandés au titulaire.

12.4.2 Démarche qualité

Pour la réunion de lancement, le concessionnaire fournit un plan de management de la qualité et de maîtrise des risques qu'il envisage de mettre en place. Le concessionnaire y définit la démarche d'amélioration de la qualité et de maîtrise des risques qu'il déploie.

ARTICLE 13. MODALITÉ D'OCCUPATION DES LOCAUX ET RÉGIME DES BIENS

13.1 LOCAUX MIS A DISPOSITION

13.1.1 HNIA BEGIN

L'activité du concessionnaire s'exerce au sein des locaux détaillés dans les paragraphes ci-dessous.

La surface totale mise à disposition du concessionnaire est de 132,07 m². Les plans des locaux mis à disposition sont joints en annexe 2 au présent CCP.

- Cafétéria – Boutique – Presse :

L'espace cafétéria ainsi que sa réserve se situent dans le Hall principal du monobloc au niveau 0.

Tous les locaux ferment à clef et le concessionnaire sera seul responsable des matériels et des denrées entreposées.

L'HNIA met à disposition les locaux dont le détail s'établit comme suit :

Etage	Pièce	Surface
RDC	Kiosque Boutique Cafétéria	17,45 m ²
RDC	Réserve Cafétéria	12,80 m ²
RDC	Zone consommation Cafétéria	60 m ²
RDC	Toilettes Cafétéria	9,50 m ²
R+2	Local Stockage Cafétéria	32,30 m ²

- Distributeurs automatiques :

Le nombre, l'emplacement et le type de distributeurs automatiques souhaité est présenté en annexe 4 au CCP.

13.1.2 HNIA PERCY

L'activité du concessionnaire s'exerce au sein des locaux détaillés dans les paragraphes ci-dessous.

La surface totale mise à disposition du concessionnaire est de 458,87 m². Les plans des locaux mis à disposition sont joints en annexe 3 au présent CCP.

- Cafétéria – Boutique – Presse :

L'HNIA met à disposition les locaux dont le détail s'établit comme suit :

Numéro de pièce	Pièce	Surface
N.00.003	Bureau	10,15 m ²
N.00.004	Réserve	9,40 m ²
N.00.005	Consommations	123,69 m ²
N.00.006	Circulation	2,00 m ²
N.00.007	Sanitaires	2,00 m ²
N.00.008	Sanitaires	2,00 m ²
N.00.026B	Local de stockage	18,49 m ²

- Terrasse :

Une partie de la terrasse est mise à disposition du concessionnaire et est aménagée par ses soins, selon les dispositions de l'article 13.2.2.

Numéro de pièce	Pièce	Surface
N.00.T01	Terrasse	328,14 m ² (25% de la surface totale)

- Distributeurs automatiques :

Le nombre, l'emplacement et le type de distributeurs automatiques souhaité est présenté en annexe 5 au CCP.

13.2 AMENAGEMENT – DÉCORATION DES LOCAUX - TRAVAUX

13.2.1 HNIA BEGIN

L'aménagement et la décoration des locaux actuels sont datés et obsolètes. Il appartient au concessionnaire de procéder aux aménagements et à la mise en place des mobiliers nécessaires dans les locaux mis à sa disposition. La propriété de l'ensemble des aménagements effectués et des mobiliers mis en œuvre dans le cadre de ce projet est acquise à l'HNIA Bégin selon les dispositions de l'article 13.4 du CCP.

- *Projet d'agencement :*

Dans son offre, le concessionnaire propose un projet d'agencement de l'espace cafétéria/boutique, conçu à la suite de la visite de site. La proposition d'agencement ne devra pas impliquer de modifications des réseaux de sécurité incendie et désenfumage.

L'ameublement des locaux mis à disposition est à réaliser par les soins et aux frais exclusifs du concessionnaire en fonction du projet d'agencement proposé dans son offre.

L'objectif de ce projet est de renforcer l'attractivité de la cafétéria, d'améliorer l'expérience client et la fluidité du service. Ce projet doit s'inscrire dans l'identité visuelle de l'HNIA. L'esthétisme et l'ergonomie des équipements doivent permettre l'accessibilité des personnes en situation de handicap.

Aucune modification ne doit être apportée à l'infrastructure.

- *Phase d'exécution des prestations :*

L'HNIA BÉGIN prend à sa charge l'ensemble des travaux liés à l'infrastructure. Ces travaux comprennent les réseaux d'eau, d'électricité, de chauffage, l'informatique et la détection incendie. En cas de faute du titulaire, ces travaux seront à sa charge ou exécutés à ses frais et risques.

Le concessionnaire doit accepter, sans indemnité, les travaux de toute nature que l'HNIA BÉGIN jugera nécessaire d'effectuer pendant toute la durée de la concession, tant dans les locaux mis à sa disposition qu'aux abords de ceux-ci, et de quels que soient l'importance et la durée de ces travaux. Ainsi, il ne pourra prétendre à aucune indemnité fondée sur une perte de recettes, temporaire ou définitive, qui serait consécutive à ces travaux ou à la nouvelle configuration des moyens mis à disposition.

En cas de dégradations, les réparations d'ordre immobilier sont à la charge de l'HNIA.

13.2.2 HNIA PERCY

L'ameublement des locaux mis à disposition est à réaliser par les soins et aux frais exclusifs du concessionnaire en fonction du projet d'agencement proposé dans son offre.

Aucune modification ne doit être apportée à l'infrastructure.

13.3 ENTRETIEN DES LOCAUX ET MAINTENANCE

L'exploitation comporte la mise à niveau et la modernisation des installations. Le concessionnaire est tenu d'installer et d'entretenir des équipements et mobiliers qu'il met en place, afin de garantir, tout au long de l'exécution du contrat, des services de qualité pour le personnel de l'hôpital et la patientèle.

13.3.1 Entretien des locaux

Le concessionnaire maintient en parfait état de propreté les locaux, installations et matériels placés sous sa responsabilité. Il assure également le nettoyage immédiat des parties extérieures du point de vente qui pourraient être salies par les consommateurs. Il en va de même pour les itinéraires empruntés pour l'approvisionnement et l'évacuation des déchets et des emballages qui seraient salis lors de ces opérations par les agents du concessionnaire ou ses fournisseurs.

L'élimination des déchets est à la charge du concessionnaire dont le personnel assure le conditionnement, le transport puis le dépôt dans les containers appropriés de l'HNIA.

D'une manière générale, le concessionnaire s'engage à maintenir les locaux mis à sa disposition en parfait état d'entretien et de propreté.

Un état des lieux contradictoire est dressé lors de l'entrée et de la sortie des lieux du concessionnaire. Le cas échéant, le montant de la remise en état des locaux pour cause de dégradations est facturé au concessionnaire sortant.

L'HNIA conserve à tout moment le droit de faire visiter les locaux et installations par ses agents et de prescrire au concessionnaire les travaux jugés indispensables pour assurer le bon entretien des locaux. En cas de retard et après mise en demeure par écrit restée infructueuse, l'HNIA BÉGIN et PERCY pourront faire procéder d'office aux travaux nécessaires, aux frais du titulaire.

13.3.2 Maintenance

Le concessionnaire assure la maintenance préventive et curative de l'ensemble des matériels dans le respect des normes réglementaires.

Le concessionnaire assure dans les meilleurs délais possibles le rétablissement de la prestation en :

- effectuant le remplacement des équipements au fur et à mesure des dysfonctionnements rencontrés et signalés par les patients ou le personnel de l'hôpital ;
- en intervenant directement sur les matériels.

13.4 RÉGIME DES BIENS DE LA CONCESSION

13.4.1 Biens de retour

Les biens de retour désignent les biens immobiliers de la concession, mis en place au titre du projet d'agencement défini à l'article 12.2.1 du présent CCP, et les biens acquis ou réalisés par le concessionnaire pour les besoins de l'exécution du contrat de concession, qui sont nécessaires au fonctionnement du service ou à la réalisation du ou des objets de la concession. Ils constituent la propriété de l'HNIA dès leur acquisition ou leur réalisation. Ils font nécessairement retour à l'HNIA gratuitement au terme du contrat de concession, sans préjudice des stipulations relatives à la fin anticipée du contrat de concession.

13.4.2 Biens de reprise

Les biens de reprise désignent les biens qui, sans être nécessaires au fonctionnement du service ou à la réalisation du ou des objets de la concession, sont utiles à ce dernier. Ils constituent la propriété du concessionnaire mais l'HNIA peut décider de les racheter, à leur valeur résiduelle, en tout ou partie, à l'échéance normale ou anticipée du contrat de concession. Dans ce cas, le concessionnaire est tenu de les céder à l'HNIA au terme normal ou anticipé de la concession.

13.4.3 Biens propres

Les biens propres désignent les biens qui ne sont ni des biens de retour, ni des biens de reprise. Acquis ou réalisés par le concessionnaire, les biens propres demeurent la propriété du concessionnaire.

13.5 ENTRÉE ET RESTITUTION DES LOCAUX

13.5.1 Entrée dans les locaux

Le concessionnaire déclare avoir une parfaite connaissance des ouvrages, de ses équipements et des locaux dans lesquels il est autorisé à exploiter son activité. Il renonce en conséquence à toute réclamation liée à l'état de l'ouvrage, des équipements et des locaux mis à sa disposition et en particulier à réclamer quelque indemnité ou réduction de la redevance, pour quelque motif que ce soit, notamment en cas d'erreur, défaut, non-conformité des lieux avec une réglementation quelconque.

Avant de prendre en main les locaux, le concessionnaire prend contact avec l'HNIA afin de convenir d'un rendez-vous dans le but d'établir un état des lieux d'entrée conformément aux dispositions de l'article 3.2.

En cas de modification des locaux, d'adjonction ou de suppression d'installations, de matériel ou de mobilier, effectuées par le concessionnaire ou imposées par l'autorité concédante, des états des lieux complémentaires, devront être établis et transmis à l'autorité concédante.

A défaut d'état des lieux, toutes les dégradations ou dysfonctionnements qui seraient constatés à l'échéance du contrat seront imputés au concessionnaire, sans que celui-ci ne puisse s'y opposer.

L'état des lieux devra également comprendre un inventaire des biens. Un modèle d'inventaire vierge est joint au présent CCP en annexe 6. Cet inventaire reprend le régime des biens comme défini à l'article 13.4 du présent contrat. Il est mis à jour annuellement par le concessionnaire et joint dans le rapport annuel, en prenant en compte les nouveaux biens et leur date d'acquisition.

Dans un délai de 7 jours calendaires après avoir reçu cet inventaire, l'HNIA procédera à un inventaire contradictoire. En cas de silence de l'administration, l'inventaire du concessionnaire sera jugé conforme.

Les plans des équipements doivent également être tenus à jour par le concessionnaire.

13.5.2 Restitution des locaux

Dans les mêmes dispositions que lors de l'entrée dans les locaux, le concessionnaire prend contact avec l'autorité concédante afin de convenir d'un rendez-vous dans le but d'établir un état des lieux de sortie une fois ces biens retirés.

En cas de retard injustifié dans la réalisation de ce dernier, l'autorité concédante prend, le cas échéant une décision d'application de pénalités conformément à l'article 9.2 du CCP.